PROCES VERBAL DE LA REUNION ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 19 MAI 2025 à 19 H 00

Le 19 mai 2025, le Conseil Municipal s'est réuni au lieu habituel de ses séances, sous la Présidence de Mme Sylvie CANTREL Maire, pour la tenue d'une réunion ordinaire suite à la convocation adressée par le Maire, le 13 mai 2025.

Etaient présents : M Gilles BERTRAND, Mme Claire NEDELLEC, M Jean-Michel DUPONT (arrivée à 19h25 point II 1°), Mme Françoise BENAS, M Vincent BERTHELOT adjoints ; Mme Marie-Pierre DUVERGER-MALOUX, Mme Bernadette HOSPITAL, M Louis MINEL, Mme Elide SANCHEZ, M Patrick GUYON, M François WEIGEL, M Jean-Claude JOURNET, Mme Alexandra MONTARON, Mme Séverine FAVARD, M Sébastien DUDRAGNE, Mme Monique BEAUFILS conseillers.

Absents excusés : M Cyrille GODARD procuration donnée à Mme HOSPITAL,
Absents : Mme Claudine BILLET,

Secrétaire de séance : M Patrick GUYON

Nombre de Conseillers en exercice : 19

Présents : 17

Votants : 18

Ordre du jour : **Désignation du secrétaire de séance et adoption du procès-verbal de la séance précédente**

I Conseil Municipal

1° Modification du tableau du conseil municipal

2° Modification de la constitution des commissions communales

3° Election du conseil d'administration du CCAS dans son intégralité

4° Modification de la commission d'appel d'offres

5° Désignation du représentant au GIP Territoire Numérique BFC

6° Désignation du délégué au SIEEEN pour la compétence IRVE

II Informations sur les décisions du Maire et les déclarations d'intention d'aliéner

III Finances :

1° Tarifs des prestations « service enfance jeunesse » du 1er septembre 2025 au 31 août 2026

1/ Tarification des accueils de loisirs, des vacances scolaires et des mercredis du 1^{er} septembre 2025 au 31 août 2026

2/ Tarification « Passerelles » sans repas (accueil 10h-12h et 14h-16h) du 1^{er} septembre 2025 au 31 août 2026

3/ Tarification « Maison des jeunes » du 1er septembre 2025 au 31 août 2026

4/ Tarification pour les sorties et veillées du 1er septembre 2025 au 31 août 2026

5/ Tarification des séjours été 2025 mis en place suivant les tranches d'âge
a/ Séjour FUTUROSCOPE ALSH PRIMAIRE du lundi 7 juillet au vendredi 11 juillet 2025

b/ Séjour FUTUROSCOPE du lundi 7 juillet au vendredi 11 juillet 2025

c/ Séjour ados du lundi 28 juillet au 1er août 2025

d/ Sortie Familles le vendredi 25 juillet 2025 au spectacle de Saint Fargeau

6/Tarification séjour octobre 2025

2° Tarifs des prestations « restauration scolaire » et « périscolaires » année scolaire 2025-2026

1/Tarification « restauration scolaire » année scolaire 2025-2026

2/ Tarifs de l'accueil périscolaire du matin et du soir année scolaire 2025-2026

3° Affectation de l'enveloppe financière 2025 aux associations et au sponsoring

1/ Attribution des subventions et sponsoring

2/ Convention de financement 2025 entre la commune et l'ASCP Omnisports

IV Ressources humaines :

1° Instauration de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement pour les agents relevant du cadre d'emplois de la police municipale

2° GIP santé et sécurité au travail inter fonctions publiques de la Nièvre – arrêt de l'encaissement par le centre de gestion de la Nièvre de la cotisation médecine

V Petite Crèche - modification du règlement intérieur

VI Concession d'aménagement du site du Grand Hôtel :

1° Avenant n°1 au traité de concession

2° Compte rendu annuel 2024 au concédant

VII Nevers Agglomération - Fixation du nombre et répartition des sièges du conseil communautaire dans le cadre d'un accord local avant renouvellement général des conseils municipaux

VIII Informations diverses

IX Questions diverses

Le procès-verbal de la séance précédente est adopté à l'unanimité des présents et il pourra être publié.

I Conseil Municipal

1° Modification du tableau du conseil municipal

Monsieur Jean-Louis MARCEAU a démissionné de son mandat de conseiller municipal avec effet au 25 mars 2025. Le siège de conseiller municipal devenu vacant a été occupé avec effet immédiat par le candidat venant immédiatement après le dernier élu de la liste « *Pougues Horizon 2026* » en vertu des dispositions de l'article L.270 du Code électoral.

En conséquence, Madame Alexandra MONTARON est devenue conseillère municipale le 25 mars 2025. Le tableau du conseil municipal a été modifié en conséquence.

Madame le Maire souhaite la bienvenue à Madame Alexandra MONTARON qui est donc accueillie en qualité de conseillère municipale.

2° Modification de la constitution des commissions communales

Madame le Maire expose que suite à l'installation de Madame Alexandra MONTARON en qualité de conseillère municipale, la composition des commissions communales au sein du conseil est modifiée comme suit :

1 - Commission Nevers Agglomération (ensemble du conseil)

Madame Alexandra MONTARON intègre la commission qui se trouve ainsi constituée :
Sylvie CANTREL, Gilles BERTRAND, Claire NEDELLEC, Jean-Michel DUPONT, Françoise BENAS, Vincent BERTHELOT, Marie-Pierre DUVERGER-MALOUX, Bernadette HOSPITAL, Louis MINEL, Elide SANCHEZ, Patrick GUYON, Claudine BILLET, François WEIGEL, Cyrille GODARD, Jean-Claude JOURNET, Alexandra MONTARON, Séverine FAVARD, Sébastien DUDRAGNE, Monique BEAUFILS

2 – Commission sécurité (ensemble du conseil)

Madame Alexandra MONTARON intègre la commission qui se trouve ainsi constituée :
Sylvie CANTREL, Gilles BERTRAND, Claire NEDELLEC, Jean-Michel DUPONT, Françoise BENAS, Vincent BERTHELOT, Marie-Pierre DUVERGER-MALOUX, Bernadette HOSPITAL, Louis MINEL, Elide SANCHEZ, Patrick GUYON, Claudine BILLET, François WEIGEL, Cyrille GODARD, Jean-Claude JOURNET, Alexandra MONTARON, Séverine FAVARD, Sébastien DUDRAGNE, Monique BEAUFILS

4 - COMMISSION TRAVAUX

Madame Alexandra MONTARON intègre la commission qui se trouve ainsi constituée :
Gilles BERTRAND, Claire NEDELLEC, Jean Michel DUPONT, Françoise BENAS, Vincent BERTHELOT, Marie Pierre DUVERGER MALOUX, Patrick GUYON, François WEIGEL, Alexandra MONTARON, Sébastien DUDRAGNE

5 – Commission finances (ensemble du conseil)

Madame Alexandra MONTARON intègre la commission qui se trouve ainsi constituée :
Sylvie CANTREL, Gilles BERTRAND, Claire NEDELLEC, Jean-Michel DUPONT, Françoise BENAS, Vincent BERTHELOT, Marie-Pierre DUVERGER-MALOUX, Bernadette HOSPITAL, Louis MINEL, Elide SANCHEZ, Patrick GUYON, Claudine BILLET, François WEIGEL, Cyrille GODARD, Jean-Claude JOURNET, Alexandra MONTARON, Séverine FAVARD, Sébastien DUDRAGNE, Monique BEAUFILS

6 - COMMISSION DEVELOPPEMENT LOCAL, ECONOMIE ET CADRE DE VIE (ensemble du conseil)

Madame Alexandra MONTARON intègre la commission qui se trouve ainsi constituée :
Sylvie CANTREL, Gilles BERTRAND, Claire NEDELLEC, Jean-Michel DUPONT, Françoise BENAS, Vincent BERTHELOT, Marie-Pierre DUVERGER-MALOUX, Bernadette HOSPITAL, Louis MINEL, Elide SANCHEZ, Patrick GUYON, Claudine BILLET, François WEIGEL, Cyrille GODARD, Jean-Claude JOURNET, Alexandra MONTARON, Séverine FAVARD, Sébastien DUDRAGNE, Monique BEAUFILS

8- COMMISSION URBANISME, ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE

Madame Alexandra MONTARON intègre la commission qui se trouve ainsi constituée :
Gilles BERTRAND, Claire NEDELLEC, Françoise BENAS, Vincent BERTHELOT, Bernadette HOSPITAL, Patrick GUYON, Claudine BILLET, François WEIGEL, Alexandra MONTARON, Séverine FAVARD.

11-COMMISSION TOURISME, CULTURE ET NUMERIQUE

Madame Alexandra MONTARON intègre la commission qui se trouve ainsi constituée :
Gilles BERTRAND, Claire NEDELLEC, Jean Michel DUPONT, Françoise BENAS, Bernadette HOSPITAL, Louis MINEL, François WEIGEL, Cyrille GODARD, Jean-Claude JOURNET, Alexandra MONTARON, Séverine FAVARD, Monique BEAUFILS.

Le Conseil Municipal acte ces nouvelles compositions de commissions.

3° Election du conseil d'administration du CCAS dans son intégralité

Madame le Maire expose que conformément à l'article R.123-8 du Code de l'action sociale et des familles, les membres sont élus au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel. Le scrutin est secret. Les listes peuvent être incomplètes. Les sièges sont attribués dans l'ordre de présentation des candidats sur chaque liste.

Conformément à l'article R.123-9 dudit code, le siège laissé vacant par un conseiller municipal, pour quelque cause que ce soit, est pourvu dans l'ordre de la liste à laquelle appartient l'intéressé.

Si cette disposition ne peut pas être appliquée, le siège laissé vacant est pourvu par le candidat de celle des autres listes qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages.

En l'occurrence, n'ayant plus de candidat sur aucune des listes, l'article R.123-9 impose de renouveler l'intégralité des administrateurs élus.

Après la démission de Jean Louis MARCEAU, sont actuellement membres du conseil d'administration du CCAS, Marie Pierre DUVERGER MALOUX, Elide SANCHEZ, François WEIGEL, Claudine BILLET. Il y a lieu d'élire un membre en remplacement de Jean Louis Marceau

Il convient de procéder à l'élection du conseil d'administration du CCAS.

Madame le Maire lance un appel à candidature :

Est déposée la liste présentée par « Pougues horizon 2026 » :

- *Elide SANCHEZ*
- *Marie Pierre DUVERGER MALOUX*
- *François WEIGEL*

- Claudine BILLET
- Alexandra MONTARON

Au vu de la liste déposée, il est procédé au vote à bulletin secret et au dépouillement :

- Nombre de votants : 17
- Bulletins blancs ou nuls : 0
- Suffrages exprimés : 17
- Sièges à pourvoir : 5

Liste	Suffrages exprimés
Liste « Pougues horizon 2026 »	17

Sont élus membres :

- Elide SANCHEZ
- Marie Pierre DUVERGER MALOUX
- François WEIGEL
- Claudine BILLET
- Alexandra MONTARON

4° Modification de la constitution de la commission d'appel d'offres

Madame le Maire expose que l'élection des membres titulaires et des membres suppléants a lieu sur la même liste, sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir.

L'élection des membres de la commission d'appel d'offres a lieu à bulletin secret mais il peut y être dérogé par décision du conseil municipal prise à l'unanimité.

Il convient d'élire un membre titulaire en remplacement de Monsieur Jean-Louis MARCEAU.

Le Conseil Municipal accepte à l'unanimité de déroger au vote à bulletin secret.

Madame le Maire propose pour la liste "Pougues Horizon 2026", la candidature de Madame Alexandra MONTARON.

Il est procédé au vote à main levée.

Madame Alexandra MONTARON est élue membre titulaire à l'unanimité des voix.

La commission d'appel d'offres est ainsi composée

Titulaires : Sylvie CANTREL, Gilles BERTRAND, Alexandra MONTARON.

Suppléants : Vincent BERTHELOT, Claire NEDELLEC, Bernadette HOSPITAL.

5° Désignation du représentant au groupement d'intérêt public (GIP) Territoire Numérique BFC

Madame le Maire propose la candidature d'Alexandra MONTARON.

Au vu du vote, Madame Alexandra MONTARON est désignée à l'unanimité représentante au GIP Territoire Numérique BFC.

6° Désignation du délégué au SIEEEN pour la compétence IRVE

Délégués au SIEEEN pour la compétence IRVE

Madame le Maire propose de désigner Alexandra MONTARON en qualité de déléguée au SIEEEN.

Madame MONTARON refuse cette proposition, ne s'estimant pas compétente.

Madame BENAS indique qu'elle est déjà au SIEEEN et qu'elle accepte de suivre le dossier des bornes électriques.

Madame le Maire propose donc la candidature de Françoise BENAS.

Au vu du vote, Madame Françoise BENAS est désignée à l'unanimité délégué au SIEEEN pour la compétence IRVE.

En complément, Madame le Maire informe qu'une nouvelle borne sera installée sur le parking du parc Saint Léger

II Informations sur les décisions du Maire et les déclarations d'intention d'aliéner

Par délibération n° 20 – 27 en date du 23 mai 2020, le Conseil Municipal a accordé au Maire, des délégations de pouvoirs en vertu de l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

1° Liste des décisions prises par le Maire depuis la séance du Conseil Municipal du 24 mars dernier

N° 25 - 03 portant avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement d'un tiers lieu dans les bâtiments de la Gentilhommière

Titulaire : groupement TEMPLE Bureau d'Architecture - Bet TRAMIER - CHEVRIER Ingénierie - 7 ECO - BET MACOUIN

Objet avenant : correction d'erreurs dans les SIRET de deux co-traitants et dans l'adresse d'un co-traitant telles que reportées dans l'acte d'engagement en date du 28 octobre 2024

N° 25 - 04 portant avenant n°2 au marché de maîtrise d'œuvre pour l'aménagement d'un tiers lieu dans les bâtiments de la Gentilhommière

Titulaire : groupement TEMPLE Bureau d'Architecture - Bet TRAMIER - CHEVRIER Ingénierie - 7 ECO - BET MACOUIN

Objet avenant :

- fixation du montant définitif des honoraires de la mission de base à 65 623€ HT (taux de rémunération de 9,58 %) et le montant de la mission ordonnancement, pilotage et coordination (OPC) à 8 905 € HT,

- mission complémentaire au maître d'œuvre pour l'aménagement paysagé et VRD pour un montant de 6 000€ HT

Madame le Maire rappelle que La mission de base initiale de la maîtrise d'œuvre avec un taux de rémunération de 9,58% était de 60 630€ HT pour une estimation des travaux de 650 000 € HT faite par le responsable des services techniques de l'époque.

Les travaux en phase Avant-Projet Définitif sont de 685 000 € HT, d'où l'augmentation du montant de la mission de base et de l'ordonnancement Pilotage Coordination.

De plus, il a été donné à l'architecte une mission complémentaire pour travailler sur les espaces verts et VRD aux abords du bâtiment, mission exigée par la région pour une éventuelle obtention de subvention

Madame le Maire souhaite faire un point d'étape sur ces travaux. Elle rappelle que cet investissement fait partie intégrante du projet structurant de développement du tourisme d'affaire dans le parc Saint Léger, tel qu'il avait été envisagé avec l'implantation de lodges, une bistronomie dans l'ancien casino, et du bien-être ou toute autre suggestion en fonction des investisseurs qui se présenteront ; de notre côté, nous avons envisagé d'accueillir des salles de réunion et de coworking faire dans les anciens ateliers de la Gentilhommière restés vides.

Arrivée de Jean-Michel DUPONT 19h25

Il s'agit de 4 salles aménagées et équipées du matériel et des branchements nécessaires pour les branchements informatiques, visioconférences, wifi, ...

Madame le Maire rappelle que les investisseurs ne se positionnent pas tous sur la même période. A date, les négociations avancent sur les lodges ; l'ancien Casino a été visité à plusieurs reprises par divers investisseurs. Il s'agit pour la commune de montrer à ces différents investisseurs son envie d'avancer. Cette décision a été accélérée par notre éligibilité à des subventions de la région dans le cadre de la revitalisation de centre bourg : jusqu'à la moitié de la somme investie HT avec un maximum de 1 000 000 € ; donc un maximum possible de 500 000 €. Pour pouvoir bénéficier de cette offre il fallait avoir commencé les travaux avant le 31 décembre 2025. Elle en profite pour remercier le cabinet d'architecte du Morvan TEMPLE qui a tenu ses engagements et sa mission, ce qui nous permet de pouvoir déposer le projet sur les plateformes du Pays Val de Loire Nivernais et à la Région Bourgogne Franche Comté. Elle rappelle qu'en complément, le conseil municipal a demandé une subvention à l'Etat de 218 540 soit 30 %

Madame le Maire fait une présentation des nouveaux aménagements,

Madame DUVERGER MALOUX demande si l'auvent donne sur le patio ; elle pense que ce patio est actuellement accessible aux locataires.

Madame le Maire lui confirme que les locataires y ont accès mais pas selon leur bail.

Madame le Maire complète sa présentation en indiquant que la commune répond maintenant à toutes les conditions d'obtention de la subvention régionale ; elle précise ce ne fut pas une simple formalité.

Pour exemple, elle précise que la commune a dû faire appel à un cabinet d'études indépendant pour justifier que les eaux de pluie ne peuvent être gérées à la parcelle. En effet, les eaux de pluie sont actuellement gérées par des gouttières raccordées à un réseau d'eau pluviale en très bon état ; or la région ne souhaite pas que ce système soit utilisé pour une meilleure gestion de l'eau, sauf s'il est prouvé que divers éléments s'opposent à une infiltration des eaux pluviales ; c'est ce qu'a prouvé le cabinet Exasol :

- Existence de remontée de nappes sur ce secteur de la Commune, qui est un fait connu
- Existence d'une contre-pente

Même si ces éléments sont connus de la commune, il a fallu prendre un cabinet externe qui l'a confirmé en écrivant dans ses conclusions :

« Il apparaît opportun de procéder et/ou maintenir le raccordement au réseau d'eaux pluviales ».

Le coût de ce cabinet est de 2 026 € TTC ; elle indique que si, au regard du montant de l'éventuelle subvention, c'est epsilonesque, cette dépense était inutile au vu des connaissances du terrain

Le nouveau montant du marché de maîtrise d'œuvre est arrêté comme suit :

Maîtrise d'œuvre	Montant
<i>Mission de base</i>	<i>65 623,00</i>
<i>OPC</i>	<i>8 905,00</i>
<i>STD</i>	<i>2 500,00</i>
<i>Diagnostic structurel</i>	<i>2 500,00</i>
<i>Mission complémentaire :</i>	<i>6 000,00</i>
<i>Montant HT</i>	<i>85 528,00</i>
<i>Montant TTC</i>	<i>102 633,60</i>

N° 25 – 05 portant sur l'avenant n°1 au marché de travaux de l'aménagement de l'avenue Conti

Titulaire : EUROVIA BFC SAS

Objet avenant : à la suite de la découverte de la grande citerne d'eau sous le site du parking face au parc Saint Léger ayant interrompu temporairement la réalisation des travaux sur la zone, plus-value de 15 211,83€ HT pour les travaux de sécurisation provisoire du site et de remise en état le parking en vue des manifestations estivale

Le nouveau montant du marché est arrêté comme suit :

	Montant HT	Montant TTC
<i>Marché initial</i>	<i>479 946,44</i>	<i>575 935,73</i>
<i>Avenant 1</i>	<i>15 211,83</i>	<i>18 254,20</i>
<i>Marché modifié</i>	<i>495 158,27</i>	<i>594 189,93</i>

Madame le Maire souhaite faire un point d'étape sur le parking Saint léger :

La commune est en contentieux avec le cabinet d'études qui n'a pas détecté par radar le géoréférencement des cuves, et pourtant rémunéré près de 15 000 €

La législation impose, dès la connaissance d'une cavité en sous-sol, de s'assurer de la portance nécessaire pour le passage des véhicules en fonction de leur poids.

L'entreprise EUROVIA, dès connaissance de la cuve, a d'ailleurs fait interdire de continuer les travaux pour ne pas faire prendre de risque pour leur personnel.

Après de nombreux échanges avec les acteurs du projet, un sarcophage en béton (dont l'épaisseur reste à définir suivant les calculs d'experts) sera réalisé sur une partie de la grande

cuve, là où il sera nécessaire d'acter une portance suffisante pour des parkings véhicules légers mais aussi pour un accès au parc par des véhicules de secours (pompiers en particulier) ; il ne sera réalisé qu'un tiers du sarcophage initialement prévu (toute la surface de la cuve) pour limiter les coûts. Le reste sera réalisé avec une portance suffisante pour des espaces verts piétons et des parkings vélos viendront compléter l'aménagement.

En ce qui concerne l'indemnisation de la commune, elle indique que son expert va transmettre dans la semaine une proposition chiffrée à l'expert de la partie adverse.

N° 25 – 06 portant déclaration de sous-traitance de la société SIGNANET sur le marché d'aménagement de l'avenue Conti

Titulaire : EUROVIA BFC SAS

Sous-traitant : société SIGNANET (58300 DECIZE)

Travaux sous traités : travaux de marquage et pose de panneaux de signalisation pour un montant de 2 000 € HT.

2° Liste des déclarations d'intention d'aliéner soumises à la commune et pour lesquelles il n'a pas été exercé le droit de préemption par le maire depuis la séance du conseil municipal du 23 mars 2025

Madame le Maire fait remarquer qu'il y a eu 7 ventes, ce qui est un record car d'habitude il s'agit plus d'une moyenne de 5 en 2 mois ; ce qui confirme le bon vivre et l'attractivité de Pougues.

Nom du Mandataire	Date de la demande	Adresse du terrain	Section cadastrale	Superficie
Me CHERAMY	21/03/2025	245 Avenue Conti	D n°238	Appartement 82,72m ²
Me PERRET	24/03/2025	119 Impasse des Acacias	D n°1732	833 m ²
Me CLERGET	04/04/2025	559 Rue Docteur J Pidoux	D n°252 et 253	234m ² et 1335 m ²
Me MANQUAT	04/04/205	274 Avenue du Casino	D n°343 et 344	81 m ² et 950 m ²
Me CHERAMY	14/04/2025	245 Avenue Conti	D n°238	Appartement 43,13m ²
Me CHERAMY	14/04/2025	245 Avenue Conti	D n°238	Duplex 78,95m ²
Me CHERAMY	14/04/2025	245 Avenue Conti	D n°238	Appartement 65,48 m ²

III Finances :

1° Tarifs des prestations « service enfance jeunesse » du 1er septembre 2025 au 31 août 2026

Madame le Maire propose d'approuver les tarifs proposés par la commission enfance-jeunesse du 6 mai dernier en appliquant une évolution de l'ordre de 3%.

1/ Tarification des accueils de loisirs des vacances scolaires, des mercredis, des passerelles du 1^{er} septembre 2025 au 31 août 2026

Vu les propositions de la commission enfance jeunesse du 6 mai 2025,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité, de fixer comme suit les tarifs applicables du 1^{er} septembre 2025 au 31 août 2026 :

Tarif à la journée des accueils de loisirs (Primaires, maternels, passerelles avec repas) et des mercredis					
	Coût d'une journée	CAF (PSO + CTG)	Subventions diverses	Commune	Tarif (€)
Enfants de la commune					
TRANCHE A 0 à 450	46,52	15,53	3,33	23,37	4,30
TRANCHE B 451 à 700	46,52	15,53	3,33	20,87	6,80
TRANCHE C 701 à 900	46,52	15,53	3,33	15,17	12,50
TRANCHE D > 901	46,52	15,53	3,33	13,27	14,40
Enfants communes extérieures					
TRANCHE A 0 à 450	46,52	15,53	3,33	16,37	11,30
TRANCHE B 451 à 700	46,52	15,53	3,33	13,87	13,80
TRANCHE C 701 à 900	46,52	15,53	3,33	8,87	18,80
TRANCHE D > 901	46,52	15,53	3,33	8,87	18,80

*** Modalités d'inscription :**

Les inscriptions à l'accueil de loisirs primaire sont réalisées uniquement à la semaine sur 5 jours, excepté pour les semaines comportant des jours fériés et des ponts, ou pour s'adapter au calendrier scolaire, notamment :

- la période du 7 au 10 avril 2026 (4 jours),
- la période du 15 au 17 juillet 2026 (3 jours).

Tarifs en demi-journée sans repas pour l'accueil les mercredis après-midi pour faciliter l'inclusion d'enfants scolarisés le mercredi matin	
Enfants de la commune	Tarif
Tranche A de 0 à 450	1,40 €
Tranche B de 451 à 700	2,30 €
Tranche C de 701 à 900	4,20 €
Tranche D de 901 et plus	4,80 €

Tarifs

Tranche A de 0 à 450	3,80 €
Tranche B de 451 à 700	4,60 €
Tranche C de 701 à 900	6,30 €
Tranche D de 901 et plus	6,30 €

2/ Tarification « Passerelles » sans repas (accueil 10h-12h et 14h-16h) du 1er septembre 2025 au 31 août 2026

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité, de fixer comme suit les tarifs :

Tarifs applicables pour chaque période complète de vacances scolaires

Passerelle	Tarif
TRANCHE A 0 à 450	14,50 €
TRANCHE B 451 à 700	15,70 €
TRANCHE C 701 à 900	16,80 €
TRANCHE D > 901	18,00 €

3/ Tarification « Maison des jeunes » du 1er septembre 2025 au 31 août 2026

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité, de fixer comme suit les tarifs :

Adhésion à l'année

Adhésion MDJ	Tarif
TRANCHE A 0 à 450	14,50 €
TRANCHE B 451 à 700	15,70 €
TRANCHE C 701 à 900	16,80 €
TRANCHE D > 901	18,00 €

4/ Tarification pour les sorties, veillées et camps du 1er septembre 2025 au 31 août 2026

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité, de fixer comme suit les tarifs :

SORTIES	Tarif Sorties
TRANCHE A 0 à 450	1,70 €
TRANCHE B 451 à 700	2,60 €
TRANCHE C 701 à 900	4,80 €
TRANCHE D > 901	5,60 €
VEILLEES ET CAMPS	Tarif Veillées et camps
TRANCHE A 0 à 450	3,20 €
TRANCHE B 451 à 700	5,00 €
TRANCHE C 701 à 900	9,30 €
TRANCHE D > 901	10,70 €

5/ Tarification des séjours été 2025 mis en place suivant les tranches d'âge

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité, de fixer comme suit les tarifs :

a/ Séjour FUTUROSCOPE ALSH PRIMAIRE du lundi 7 juillet au vendredi 11 juillet 2025

Le camp est fixé à 24 places.

Séjour FUTUROSCOPE ALSH primaire					
Du lundi 7 juillet au vendredi 11 juillet 2025					
SEMAINE	Coût Initial	CAF	Subvention Fond public et territoire	Mairie	Participation Famille (€)
	Enfant de la commune				
TRANCHE A 0 à 450	402,95	80,00	257,71	41,24	24,00
TRANCHE B 451 à 700	402,95	70,00	257,71	32,34	42,90
TRANCHE C 701 à 900	402,95	0,00	257,71	60,74	84,50
TRANCHE D > 901	402,95	0,00	257,71	38,04	107,20
Enfant hors commune					
TRANCHE A 0 à 450	402,95	80,00	257,71	9,54	55,70
TRANCHE B 451 à 700	402,95	70,00	257,71	0,64	74,60
TRANCHE C 701 à 900	402,95	0,00	257,71	28,94	116,30
TRANCHE D > 901	402,95	0,00	257,71	6,14	139,10

b/ Séjour FUTUROSCOPE ADO du lundi 7 juillet au vendredi 11 juillet 2025

Le camp est fixé à 24 places (groupe 12-14 ans et groupe 14-16 ans).

Une priorité d'inscription sera donnée aux enfants ayant participé aux chantiers jeunes, un classement des enfants sera établi en fonction du nombre d'heures d'implication.

En cas de participation au chantier jeunes, une remise pouvant aller jusqu'à 63€ sera appliquée à raison de 7€ de l'heure pour un maximum de 9h.

Séjour FUTUROSCOPE ADO						
Un groupe 12-14 ans (12 places) + un groupe 14-16 ans (12 places)						
Du lundi 7 juillet au vendredi 11 juillet 2025						
SEMAINE	TARIF Initial	CAF	Subvention Fond public et territoire	Mairie	Participation famille (€) avec aide maximale Chantiers	Participation famille (€) sans aides Chantiers
	Enfant de la commune					
TRANCHE A 0 à 450	405,04	80,00	124,19	176,86	24,00	87,00
TRANCHE B 451 à 700	405,04	70,00	124,19	167,96	42,90	105,90
TRANCHE C 701 à 900	405,04	0,00	124,19	196,36	84,50	147,50
TRANCHE D > 901	405,04	0,00	124,19	173,66	107,20	170,20
Enfant hors commune						

TRANCHE A 0 à 450	405,04	80,00	124,19	145,16	55,70	118,70
TRANCHE B 451 à 700	405,04	70,00	124,19	136,26	74,60	137,60
TRANCHE C 701 à 900	405,04	0,00	124,19	164,56	116,30	179,30
TRANCHE D > 901	405,04	0,00	124,19	141,76	139,10	202,10

c/ Séjour ados du lundi 28 juillet au 1^{er} août 2025

Le camp est limité à 12 places.

Une priorité d'inscription sera donnée aux enfants ayant participé aux chantiers jeunes, un classement des enfants sera établi par nombre d'heures d'implication.

En cas de participation au chantier jeunes, une remise pouvant aller jusqu'à 63€ sera appliquée à raison de 7€ de l'heure pour un maximum de 9h.

Séjour ados 14 -16 ans Du Lundi 28 juillet au 1^{er} août 2025						
SEMAINE	Coût Initial	CAF	Subvention Fond public et territoire	Mairie	Participation famille (€) avec aide maximale Chantiers	Participation famille (€) sans aides Chantiers
<i>Enfant de la commune</i>						
TRANCHE A 0 à 450	660,64	80,00	314,83	241,81	24,00	87,00
TRANCHE B 451 à 700	660,64	70,00	314,83	232,91	42,90	105,90
TRANCHE C 701 à 900	660,64	0,00	314,83	261,31	84,50	147,50
TRANCHE D > 901	660,64	0,00	314,83	238,61	107,20	170,20
<i>Enfant hors commune</i>						
TRANCHE A 0 à 450	660,64	80,00	314,83	210,11	55,70	118,70
TRANCHE B 451 à 700	660,64	70,00	314,83	201,21	74,60	137,60
TRANCHE C 701 à 900	660,64	0,00	314,83	229,51	116,30	179,30
TRANCHE D > 901	660,64	0,00	314,83	206,71	139,10	202,10

Monsieur DUPONT demande la destination pour le camp ado,
Monsieur BERTRAND lui répond qu'il y a eu un souci avec le camp initialement prévu à la montagne, les réservations n'ayant pas été confirmées. Les animateurs recherchent un autre lieu.

Madame le Maire ajoute que les tarifications resteront identiques.

d/ Sortie Familles le vendredi 25 juillet 2025 au spectacle de Saint Fargeau

Cette action « famille » a pour objectif de favoriser notamment le renforcement des liens parents-enfants. Durant la sortie, les enfants sont sous la responsabilité de leurs familles. Cette sortie est limitée à 54 places.

Gratuité pour les moins de 5 ans.

Tarifs adultes et enfants de 5 à 12 ans :

Sortie Famille le vendredi 25 juillet 2025 à St Fargeau spectacle
--

54 places	TARIF Initial	Mairie	Tarif (€)	
			Adultes	Enfants de 5 à 12 ans
TRANCHE A 0 à 450	27,93	12,93	15,00	10,00
TRANCHE B 451 à 700	27,93	11,93	16,00	11,00
TRANCHE C 701 à 900	27,93	10,93	17,00	12,00
TRANCHE D > 901	27,93	9,93	18,00	13,00

6/ Tarification séjour octobre 2025

Le séjour « La vie de château » pour les enfants de l'ALSH PRIMAIRE est programmé du lundi 20 au vendredi 24 octobre 2025. Le camp est limité à 24 places.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité, de fixer comme suit les tarifs :

Séjour LA VIE DE CHATEAU ALSH primaire Du lundi 20 au vendredi 24 octobre 2025					
SEMAINE	TARIF Initial	CAF	Subvention Fond public et territoire	Mairie	Participation famille (€)
<i>Enfant de la commune</i>					
TRANCHE A 0 à 450	360,70	80,00	209,17	47,53	24,00
TRANCHE B 451 à 700	360,70	70,00	209,17	38,63	42,90
TRANCHE C 701 à 900	360,70	0,00	209,17	67,03	84,50
TRANCHE D > 901	360,70	0,00	209,17	44,33	107,20
<i>Enfant hors commune</i>					
TRANCHE A 0 à 450	360,70	80,00	209,17	15,83	55,70
TRANCHE B 451 à 700	360,70	70,00	209,17	6,93	74,60
TRANCHE C 701 à 900	360,70	0,00	209,17	35,23	116,30
TRANCHE D > 901	360,70	0,00	209,17	12,43	139,10

2° Tarifs des prestations « restauration scolaire » et « périscolaires » année scolaire 2025-2026

1/Tarifs « restauration scolaire » année scolaire 2025-2026

Madame le Maire expose que le conseil municipal fixe librement les tarifs de la restauration scolaire, leur évolution n'étant plus encadrée par l'Etat depuis 2006.

A la demande de la Caisse d'Allocations Familiales qui soutient financièrement le temps de la pause méridienne, les tarifs ont été modulés depuis l'année scolaire 2024-2025.

Les dépenses de la restauration scolaire englobent le prix d'achat des repas, les frais de fonctionnement du restaurant scolaire et les dépenses liées à l'encadrement du temps de la pause méridienne.

Elle propose d'approuver les propositions de tarifs de la commission enfance-jeunesse du 6 mai dernier en appliquant une évolution de l'ordre de 3 % (arrondis).

Vu les propositions de la commission enfance jeunesse du 6 mai 2025,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité, de fixer comme suit les tarifs :

Tarifs du restaurant scolaire 1^{er} septembre 2025 31 août 2026	Tarifs
Tarifs enfants de la commune	
TRANCHE A 0 à 450	3,90 €
TRANCHE B 451 à 700	4,05 €
TRANCHE C 701 à 900	4,50 €
TRANCHE D > 901	4,60 €
Tarifs enfants des communes extérieures	
TRANCHE A 0 à 450	4,70 €
TRANCHE B 451 à 700	4,90 €
TRANCHE C 701 à 900	5,30 €
TRANCHE D > 901	5,50 €
Tarifs adultes	
Agents	6,40 €
Autre	7,20 €

2/ Tarifs de l'accueil périscolaire du matin et du soir année scolaire 2025-2026

Madame le Maire propose d'approuver les tarifs à la présence proposés par la commission enfance-jeunesse du 6 mai dernier en appliquant une évolution de l'ordre de 3 % pour l'année scolaire 2025-2026.

Vu les propositions de la commission enfance jeunesse du 6 mai 2025,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité, de fixer comme suit les tarifs :

Tarifs de l'accueil périscolaire du matin et du soir (tarif à la présence) Du 1^{er} septembre 2025 au 31 août 2026	Propositions tarifs
TARIFS POUGUOIS	
TRANCHE A 0 à 450	0,40 €
TRANCHE B 451 à 700	0,70 €
TRANCHE C 701 à 900	1,45 €
TRANCHE D > 901	1,70 €
TARIFS HORS COMMUNE	

TRANCHE A 0 à 450	0,40 €
TRANCHE B 451 à 700	0,80 €
TRANCHE C 701 à 900	1,65 €
TRANCHE D > 901	1,90 €

3° Affectation de l'enveloppe financière 2025 aux associations et aux sponsorings

1/ Attribution des subventions et sponsoring

Madame le Maire propose d'attribuer les subventions et le sponsoring pour un montant global de 60 350 € au vu des propositions formulées par la commission associations du 14 avril dernier.

Madame le Maire souhaite refaire un point sur les commissions : elle rappelle que tout ce qui se passe en commission reste en commission et que les votes n'ont lieu qu'en conseil. Or elle a eu des retours d'associations qui l'ont remerciée de leur avoir attribué la somme indiquée en commission. Ce qui n'est pas entendable.

Monsieur BERTRAND informe qu'il s'abstiendra sur l'ensemble des votes car il n'approuve pas la façon dont sont attribuées les subventions, il voudrait que cela soit différent et comme cela n'a pas changé il s'abstient.

Vu les crédits budgétaires disponibles au chapitre 65 et inscrits au compte 65748,
Vu les propositions de la Commission associations,

Entendu les explications du Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide,

1° à l'unanimité au terme du vote suivant : votants 18, abstention 1 (Gilles BERTRAND), pour 17, d'attribuer des subventions suivantes :

ASSOCIATIONS	
Doudous de Pougues	200 €
RAID NATURE 58	1 100 €
Club de l'Amitié	200 €
Tarot Club Pouguois	100 €
Harmonie Pouguoise	1 500 €

2° à l'unanimité au terme du vote suivant : n'ayant pas pris part au vote 1 (Marie Pierre DUVERGER MALOUX), votants 17, abstention 1 (Gilles BERTRAND), pour 16, d'attribuer la subvention suivante :

ASSOCIATION	
Comité de Souvenir Français	200 €

3° à l'unanimité au terme du vote suivant : n'ayant pas pris part au vote 2 (Louis MINEL, Séverine FAVARD), votants 16, abstention 1 (Gilles BERTRAND), pour 15, d'attribuer la subvention suivante :

ASSOCIATION	
A.C.A.P.	1 000 €

4° à l'unanimité au terme du vote suivant : n'ayant pas pris part au vote 2 (Elide SANCHEZ, Marie Pierre DUVERGER MALOUX), votants 16, abstention 1 (Gilles BERTRAND), pour 15, d'attribuer la subvention suivante :

ASSOCIATION	
Les Amis du Vieux Pougues	400 €

5° à l'unanimité au terme du vote suivant : n'ayant pas pris part au vote 2 (François WEIGEL, Alexandra MONTARON), votants 16, abstention 1 (Gilles BERTRAND), pour 15, d'attribuer la subvention suivante :

ASSOCIATION	
J'aime Pougues	17 000 €

6° à l'unanimité au terme du vote suivant : n'ayant pas pris part au vote 1 (Louis MINEL), votants 17, abstention 1 (Gilles BERTRAND), pour 16, d'attribuer la subvention suivante :

ASSOCIATION	
Au Théâtre des Sources	350 €

7° à l'unanimité au terme du vote suivant : n'ayant pas pris part au vote 4 (Françoise BENAS, Bernadette HOSPITAL, Jean Claude JOURNET, Elide SANCHEZ), votants 14, abstention 1 (Gilles BERTRAND), pour 13, d'attribuer la subvention suivante :

ASSOCIATION	
Comité de Jumelage Pougues/Bassenheim	400 €

8° à l'unanimité au terme du vote suivant : n'ayant pas pris part au vote 1 (Sébastien DUDRAGNE), votants 17, abstention 1 (Gilles BERTRAND), pour 16, d'attribuer la subvention suivante :

ASSOCIATION	
Amicale de chasse Saint Hubert	500 €

Madame DUVERGER MALOUX demande à Monsieur DUDRAGNE si les chasseurs ont réalisé des tirs cette année et pourquoi des cages ont été installées

Monsieur DUDRAGNE lui répond avoir réalisé des tirs : environ 500 cartouches ; il indique que c'est l'OFB qui a installé une cage dans le Parc Saint Léger pour récupérer des corbeaux pour leur mettre des GPS afin de tracer leurs parcours. C'est une opération au niveau national.

Monsieur BERTRAND indique à Madame DUVERGER MALOUX que la commune a eu une demande de l'Office Français de la Biodiversité, demandant s'ils pouvaient installer une cage de reprise de corbeaux dans le Parc pour une étude afin d'évaluer les dégâts sur les cultures. Il s'agissait de baguer une dizaine de corbeaux avec des GPS valant 1 500 € chacun pour repérer les allers et venues des corvidés. Cet emplacement n'ayant pas donné de résultats, la cage a été déplacée vers la station d'épuration ; à cet emplacement, les corbeaux ont pu être attrapés et équipés. Monsieur BERTRAND aurait voulu faire une communication à la population mais la réalisation de cette action a été trop rapide.

9° à l'unanimité au terme du vote suivant : n'ayant pas pris part au vote 1 (Jean Claude JOURNET), votants 17, abstention 1 (Gilles BERTRAND), pour 16, d'attribuer la subvention suivante :

ASSOCIATION	
A chœur d'Eau (chorale)	500 €

10° à l'unanimité au terme du vote suivant : n'ayant pas pris part au vote 2 (Elide SANCHEZ, Patrick GUYON), votants 16, abstention 1 (Gilles BERTRAND), pour 15, d'attribuer la subvention suivante :

Madame SANCHEZ tient à préciser que cette subvention est attribuée pour 8 associations, ce qui explique le montant de la somme.

Madame le Maire ajoute que cela concerne effectivement 8 associations et peut être 9 avec celle de la randonnée dans quelques temps,

ASSOCIATION	
A.S.C.P. omnisport	35 000 €

11° à l'unanimité au terme du vote suivant : votants 18, abstention 1 (Gilles BERTRAND), pour 17, d'attribuer des subventions suivantes :

Coopératives des écoles	
Coopérative école maternelle	720 €
Coopérative école primaire	880 €
TOTAL	1 600 €

12° à l'unanimité au terme du vote suivant : n'ayant pas pris part au vote 1 (Séverine FAVARD), votants 17, abstention 1 (Gilles BERTRAND), pour 16, d'attribuer le sponsoring suivant :

Sponsoring	
Moto sport Happy Days	300 €

Madame le Maire ajoute que 2 associations n'ont pas souhaité demander de subvention : Travel Swing au vu de ses résultats comptables et Rando Pougues qui ne fait que démarrer.

Madame le Maire ajoute que c'est une somme globale de 60 350 € qui est attribuée cette année contre 55 600 € en 2024 et 43 500 € en 2023

Elle précise que les élus soutiennent les associations pouguoises, et bien sûr les bénévoles qui animent la commune et que ces sommes ne prennent pas en compte les aides des services techniques et autres pour les manifestations.

2/ Convention de financement 2025 entre la commune et l'ASCP Omnisports

Madame le Maire expose que le montant de la subvention attribuée à l'ASCP Omnisport étant supérieur à 23 000 €, il convient, conformément à l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, de conclure une convention avec cette association.

Vu la délibération n°25-20 en date du 19 mai 2025 portant attribution de subventions et le montant de la subvention allouée à l'ASCP omnisports,

Vu le projet de convention entre la commune et l'ASCP Omnisports,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité des votants (au terme du vote : n'ayant pas pris part au vote 1 (Mme Elide SANCHEZ), votants : 17, pour 17)

1° d'approuver la convention annexée à la présente délibération,

2° corrélativement, d'autoriser le maire ou le premier adjoint à la signer.

IV Ressources humaines

1° Instauration de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement pour les agents relevant du cadre d'emplois de la police municipale

Madame le Maire expose qu'en application de l'article L.714-13 du code général de la fonction publique, les fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale bénéficient d'un régime indemnitaire spécifique qui ne relève pas du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (R.I.F.S.E.E.P.) attribué aux autres cadres d'emplois de la fonction publique territoriale.

Actuellement, sont instituées sur la commune pour les agents de la police municipale, l'indemnité spéciale mensuelle de fonction et l'indemnité d'administration et de technicité.

Avec la parution du décret n° 2024-614 du 26 juin 2024, les fonctionnaires relevant de la filière police municipale bénéficient d'un nouveau régime indemnitaire en remplacement du régime indemnitaire actuel.

Ce nouveau régime repose sur l'Indemnité Spéciale de Fonction et d'Engagement (ISFE), composée d'une part fixe et d'une part variable qui intègre l'engagement professionnel et la manière de servir, appréciés selon des critères définis par l'organe délibérant.

Il appartient au Conseil municipal, après avis du Comité Social Territorial, de fixer le cadre de ce nouveau régime indemnitaire dans les conditions et limites prévues par les textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Les élus réunis en commission Ressources Humaines du 3 mars dernier ont proposé la constitution du nouveau régime indemnitaire selon le principe présenté.

Instauration de la part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement

La part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est déterminée en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension un taux individuel fixé par l'organe délibérant dans la limite des taux fixés par décret.

Les taux sont fixés comme suit pour tenir compte des fonctions et des responsabilités des agents :

CADRES D'EMPLOIS	FONCTIONS	TAUX INDIVIDUEL VOTE PAR L'ASSEMBLEE DELIBERANTE
Agents de police municipale	Responsable du service de la police municipale	30 % du traitement mensuel brut soumis à retenue pour pension
Agents de police municipale	Agent de police municipale	20 % du traitement mensuel brut soumis à retenue pour pension

La part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est versée mensuellement.

Instauration de la part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement

La part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir. Elle est attachée à la réalisation de l'entretien professionnel annuel.

Pour déterminer cette part variable, l'engagement professionnel et de la manière de servir sont appréciés selon les critères suivants :

- Les résultats professionnels obtenus par l'agent et la réalisation des objectifs
- Les compétences professionnelles et techniques
- Les qualités relationnelles
- La capacité d'encadrement ou d'expertise.

Le plafond de la part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est fixé comme suit dans la limite des montants fixés par décret :

CADRES D'EMPLOIS	MONTANT ANNUEL MAXIMUM VOTE PAR L'ASSEMBLEE
Agents de police municipale	3 643 €

Le montant de la part variable sera versé mensuellement dans la limite de 50 % du plafond annuel défini par l'organe délibérant. Ce montant sera complété par un versement annuel sans que la somme des versements ne dépasse ce même plafond.

La part variable étant déterminée par la manière de servir de l'agent au vu de l'entretien professionnel annuel, elle n'est pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

La part variable annuelle sera versée en mai de l'année N+1.

Suivi du dispositif de sauvegarde :

Afin de garantir à l'ensemble des agents bénéficiaires le maintien a minima du montant du régime indemnitaire mensuel antérieur, le montant de ce dernier peut être conservé dans les conditions prévues à l'article 7 du décret n° 2024-614 du 26 juin 2024.

Conformément à cet article, lors de la première application des dispositions dudit décret, si le montant indemnitaire mensuel perçu par le fonctionnaire est inférieur à celui perçu au titre du régime indemnitaire antérieur, à l'exclusion de tout versement à caractère exceptionnel, ce montant précédemment perçu peut être conservé, à titre individuel et au titre de la part variable, au-delà du pourcentage mentionné précédemment de 50% du plafond annuel défini par l'organe délibérant et dans la limite du montant annuel maximum décidé par l'organe délibérant.

Cette clause de sauvegarde s'applique aux agents employés par la commune au moment de l'entrée en vigueur de la présente délibération.

Le Comité Social Territorial saisi du projet, a émis un avis favorable le 8 avril dernier.

En conséquence, il est demandé au conseil municipal

Vu le code général des Collectivités Territoriales,

Vu le code général de la fonction publique et notamment son article L. 714-13,

Vu le décret n° 2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres

Vu le décret n° 2006-1391 du 17 novembre 2006 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de police municipale,

Vu la proposition de la commission Ressources humaines du 3 mars 2025,

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 8 avril 2025 relatif à la mise en place de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE),

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité au terme du vote : votants 18, abstention 1 (Marie-Pierre DUVERGER-MALOUX), pour 17,

1° d'instituer, à compter du 1^{er} juin 2025, l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement dans les conditions suivantes :

1/ Les bénéficiaires

L'indemnité spéciale de fonction et d'engagement, composée d'une part fixe et d'une part variable est mise en place pour les cadres d'emplois suivants :

- cadre d'emplois des agents de police municipale.

Elle est versée aux agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel.

2/ La part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement

La part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est déterminée en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension un taux individuel fixé par l'organe délibérant dans la limite des taux fixés par décret.

Les taux sont fixés comme suit pour tenir compte des fonctions et des responsabilités des agents :

CADRES D'EMPLOIS	FONCTIONS	TAUX INDIVIDUEL VOTE PAR L'ASSEMBLEE DELIBERANTE
Agents de police municipale	Responsable du service de la police municipale	30 % du traitement mensuel brut soumis à retenue pour pension
Agents de police municipale	Agent de police municipale	20 % du traitement mensuel brut soumis à retenue pour pension

La part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est versée mensuellement.

3/ La part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement

La part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir. Elle est attachée à la réalisation de l'entretien professionnel annuel.

Pour déterminer cette part variable, l'engagement professionnel et de la manière de servir sont appréciés selon les critères suivants :

- Les résultats professionnels obtenus par l'agent et la réalisation des objectifs
- Les compétences professionnelles et techniques
- Les qualités relationnelles
- La capacité d'encadrement ou d'expertise.

Le plafond de la part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est fixé comme suit dans la limite des montants fixés par décret :

CADRES D'EMPLOIS	MONTANT ANNUEL MAXIMUM VOTE PAR L'ASSEMBLEE
Agents de police municipale	3 643 €

Le montant de la part variable sera versé mensuellement dans la limite de 50 % du plafond annuel défini par l'organe délibérant. Ce montant sera complété par un versement annuel sans que la somme des versements ne dépasse ce même plafond.

La part variable étant déterminée par la manière de servir de l'agent au vu de l'entretien professionnel annuel, elle n'est pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

La part variable annuelle sera versée en mai de l'année N+1.

Dispositif de sauvegarde :

Afin de garantir à l'ensemble des agents bénéficiaires le maintien a minima du montant du régime indemnitaire mensuel antérieur, le montant de ce dernier peut être conservé dans les conditions prévues à l'article 7 du décret n° 2024-614 du 26 juin 2024.

Conformément à cet article, lors de la première application des dispositions dudit décret, si le montant indemnitaire mensuel perçu par le fonctionnaire est inférieur à celui perçu au titre du régime indemnitaire antérieur, à l'exclusion de tout versement à caractère exceptionnel, ce montant précédemment perçu peut être conservé, à titre individuel et au titre de la part variable, au-delà du pourcentage mentionné précédemment de 50% du plafond annuel défini par l'organe délibérant et dans la limite du montant annuel maximum décidé par l'organe délibérant.

Cette clause de sauvegarde s'applique aux agents employés par la commune au moment de l'entrée en vigueur de la présente délibération.

4/ Les cas de maintien et de suspension de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement

S'agissant de la part fixe et de la part variable liée au maintien du régime antérieur de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement, elles sont maintenues conformément à l'article L. 714-6 du code général de la fonction publique, dans les mêmes proportions que le traitement durant :

- le congé de maternité,
- le congé de naissance,
- le congé pour l'arrivée d'un enfant en vue de son adoption,
- le congé d'adoption,
- et le congé de paternité et d'accueil de l'enfant,

La part fixe et de la part variable liée au maintien du régime antérieur de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement sont maintenues dans les mêmes proportions que le traitement :

- en cas de service à temps partiel pour raison thérapeutique,
- durant la période de préparation au reclassement (PPR) prévue à l'article L. 826-2 du code général de la fonction publique,
- en cas de congés annuels,
- en cas de congés de maladie ordinaire.
- en cas de congé pour invalidité temporaire imputable au service (CITIS) : accident de service, accident de trajet et maladie professionnelle ou imputable au service.

En cas de congé de longue maladie, de congé de grave maladie et de congé de longue durée, le régime indemnitaire est suspendu.

Lorsque le fonctionnaire est placé en congé de longue maladie ou de longue durée ou de grave maladie à la suite d'une demande présentée au cours d'un congé de maladie ordinaire antérieurement accordé, les primes et indemnités qui lui ont été versées durant son congé de maladie lui demeurent acquises.

S'agissant de la part variable assise sur l'entretien professionnel annuel, l'autorité appréciera l'impact de l'absence sur la réalisation des objectifs professionnels et la manière de servir de l'agent.

5/ Les règles de cumul de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement

L'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est exclusive de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir.

Par contre, elle est cumulable avec :

- des indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) attribuées dans les conditions fixées par le décret n° 2002-60 du 14 janvier 2002,
- des primes et indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail tel que défini par le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001.

6/ Date d'effet

A compter de la prise d'effet de la présente délibération, sont considérées abrogées toutes les délibérations portant sur l'indemnité spéciale mensuelle de fonction et l'indemnité d'administration et de technicité.

2° de dire que les attributions individuelles de cette prime feront l'objet d'arrêtés individuels de l'autorité territoriale pour la part fixe et pour la part variable.

3° de dire que les crédits correspondants sont prévus et inscrits au budget.

2° GIP santé et sécurité au travail inter fonctions publiques de la Nièvre – arrêt de l'encaissement par le centre de gestion de la Nièvre de la cotisation médecine

Madame le Maire expose que par délibération n°22-65 du 14 novembre 2022, le conseil municipal a validé le fait que la commune soit représentée au sein de ce GIP par le CDG 58.

Pour accompagner la mise en place du Groupement d'intérêt public (GIP) santé et sécurité au travail inter fonctions publiques de la Nièvre à compter du 1^{er} janvier 2023, le Centre de gestion 58 en tant que membre de cet établissement, a continué de collecter la cotisation médecine pour la reverser ensuite au GIP.

Pour achever le processus d'autonomisation du GIP, il sera mis fin à ce dispositif temporaire de collecte à compter du 1^{er} juillet 2025.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu l'article L. 452-47 du code général de la fonction publique,

Vu le décret n° 85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,

Considérant la création au 1^{er} janvier 2023 d'un groupement d'intérêt public (GIP) santé et sécurité au travail inter fonctions publiques de la Nièvre dont le centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Nièvre est membre,

Considérant que le GIP santé et sécurité au travail inter fonctions publiques de la Nièvre assure l'ensemble des missions en matière de suivi médical et de prévention des risques professionnels des agents employés par les collectivités,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité,
1° d'approuver que l'encaissement de la cotisation médecine sera réalisé directement auprès du GIP santé et sécurité au travail inter fonctions publiques de la Nièvre à compter du 1^{er} juillet 2025,
2° d'autoriser le maire ou le premier adjoint à signer l'ensemble des actes et décisions nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

V Petite Crèche - modification du règlement intérieur

Madame le Maire expose que le règlement intérieur de l'établissement « Douc'heures » adopté par délibération en date du 28 mai 2013 modifiée, est amendé régulièrement en fonction de l'évolution des modalités de fonctionnement de la structure et de la réglementation à laquelle il est soumis.

Les propositions de modification concernent notamment :

- des compléments aux modalités d'accueil d'enfant porteur de handicap, de maladie chronique ou invalidante, l'établissement bénéficiant actuellement des prestations d'un référent Santé et Accueil inclusif : p8-p22 rôle de ce référent,
- une précision sur les critères de priorité pour l'inscription, avec la continuité d'accueil des enfants déjà inscrits,
- les modalités d'admission avec mise à jour des documents à fournir par les parents s'agissant du certificat de non-contre-indication à la vie en collectivité et de l'ordonnance permettant de donner du paracétamol et d'appliquer des crèmes type Bepanthen à compléter par le médecin de l'enfant,
- La mise à jour des dispositions concernant la vaccination pour tenir compte des derniers textes applicables et les modalités permettant l'administration de traitements aux enfants,
- Les consignes données aux parents s'agissant de la fourniture des biberons et l'allaitement maternel.

Ces propositions de modifications portant sur la santé, le handicap et le référent santé et accueil inclusif ont été validées avec le service de la PMI (protection maternelle et infantile) et la référente santé et accueil inclusif intervenant sur la structure et étudiées en commission « enfance jeunesse du 6 mai dernier.

Vu le projet de règlement modifié,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité,
1° de valider le règlement ainsi modifié annexé à la présente délibération,
2° d'autoriser le Maire ou son premier adjoint à prendre les mesures nécessaires pour son application.

VI Concession d'aménagement du site du Grand Hôtel

1° Avenant n°1 au traité de concession

Madame le Maire expose que par délibération en date du 23 mars 2022, la Collectivité a confié à Nièvre Aménagement une convention publique d'aménagement pour la réhabilitation du Grand Hôtel de Pougues-les-Eaux.

Le coût total de l'opération, tel qu'établi dans le contrat initial, s'élève à 2 476 603 € HT, dont 1 795 075 € HT sont alloués aux travaux.

L'opération a connu des évolutions significatives entre 2022 et 2024, notamment sur les exigences de réhabilitation thermique conformes aux normes en vigueur et sur une inflation imprévue conduisant à une augmentation importante des matériaux.

En 2021 les normes BBC ne posaient pas de problème pour le chauffage au gaz. En 2023, les normes BBC ont imposé que ce soit de l'électricité (pompe à chaleur) en remplacement du gaz. Mais si les normes énergétiques en électricité étaient tenues, les normes en matière de bruit ne sont pas respectées et ne peuvent l'être au vu de l'emplacement des bâtiments. En matière de financement, le coût pour l'électricité est 200 000 plus cher que le gaz qui était estimé à 150 000 €. Après échanges avec les acteurs du projet, il a été envisagé du chauffage au bois avec des granules. Le coût est identique à celui de l'électricité. Madame le Maire précise que le projet se doit de respecter les normes BBC pour que Nièvre Aménagement puisse bénéficier d'emprunts : en effet, les banques demandent des garanties sur les normes pour valider les prêts.

Face à ces défis, des solutions ont été activement recherchées afin de garantir la poursuite et l'avancement du projet dans les meilleures conditions possibles ; en particulier, - évolution du nombre et de la taille des logements, avec un projet comprenant 15 logements répartis sur les trois bâtiments, dont un T4 duplex et un T3 duplex. Le bâtiment C sera conservé pour augmenter le nombre de logements et pour limiter les coûts de déconstruction. Elle rappelle qu'il est également obligatoire d'avoir des logements PMR, et par dérogation au moins un, ce qui est le cas.

- bilan financier prévisionnel estimé désormais à 4 191 714 € HT, dont 3 415 555 € HT alloués aux travaux (ce montant intègre les aléas travaux, les travaux concessionnaires et la garantie de parfaite achèvement).

- Participation financière de la commune de Pougues initialement fixée à 0 €, désormais portée à hauteur de 1 100 000 €, par dérogation à l'alinéa 3 de l'article 16 du traité de concession. Cette contribution sera versée sur les années 2025 et 2026, sous condition de présentation préalable, par tous moyens du concessionnaire, du contrat de réservation « vente en l'état futur d'achèvement » (VEFA) relatif au projet immobilier.

Le projet doit maintenant avancer, il a été transmis à un Notaire. L'avant-projet est clos, les subventions sont bouclées.

Madame BENAS ajoute que c'est un projet que l'on a tous envie de voir aboutir : que ce bâtiment soit réhabilité, d'avoir aussi des logements sociaux dans lesquels on pourra avoir des familles avec des enfants. Cependant, elle rappelle qu'au départ, comme l'a dit Madame le Maire, il a été voté une concession d'aménagement sans participation financière de la collectivité.

On savait très bien que si c'était un bailleur social, il nous serait demandé une participation par logement ; cela a toujours été fait quand on a eu des constructions sur la commune par Nièvre Habitat, c'était en 7 000 et 10 000 € par logements à l'époque. Comme la situation été bloquée on en a discuté effectivement en commission finances. Nous étions

d'accord pour le faire et débloquer 1 000 000 €. Avec le nouveau système de chauffage il y a encore une plus-value et donc on propose maintenant 1 100 000 €.

Ce qu'elle craint c'est que l'on ouvre ainsi la boîte de Pandore ; un million d'euros représente quand même un quart du montant total du projet, elle ne voudrait pas que l'on ait une estimation sans avoir donné un coup de pelle ; on sait que c'est un vieux bâtiment, pour lequel on risque d'avoir des aléas de chantier, comme exemple la cuve du parking devant le Parc Saint Léger. On peut avoir aussi des surprises durant les travaux et des suppléments financiers. Elle ne souhaite pas qu'on en appelle à la commune pour mettre un peu plus sur la table.

Le deuxième point qu'elle souhaite évoquer, c'est que l'on demande à ce que la mairie subventionne ce projet à hauteur de 1 100 000€ sans donner de contrepartie pour Nièvre Habitat. Elle estime que la mairie se substitue à des organismes prêteurs que Nièvre Habitat n'a pas eu pour pouvoir financer le projet. Avec l'organisme prêteur ils avaient des contreparties, en particulier un droit de regard sur les personnes qui étaient locataires. Elle souhaite avoir ce même avantage par convention préalable

Madame le Maire rappelle que les élus ont effectivement décidé d'apporter une aide de 1 000 000 € pour ce projet à partir du projet le moins onéreux ; or plusieurs élus, dont Madame BENAS, ont fait remarquer que dans cette version, les logements étaient petits ; il n'y avait pas de T4 et un seul T3. Les élus ont validé alors le fait qu'il faudrait peut-être rajouter 100 000 € pour bénéficier de logements plus grands. Ce qui a conduit la commune à demander à Nièvre Aménagement de revoir la copie et de passer à la version 2, celle dont est question aujourd'hui.

Pour diverses raisons de réductions des coûts, cette version a d'abord pu être financée avec le même montant. Mais c'était sans compter les problèmes de chauffage qu'elle vient de citer. Elle convient que la commune se substitue à l'Etat et à bon nombre d'organismes prêteurs ou autres qui n'effectuent plus leur travail car il n'y a plus d'argent. Dans ce cas-là, elle propose de rester sans faire de projets, mais dans ce cas, la commune n'aurait pas mis en place France Service ; elle rappelle qu'actuellement deux agents effectuent le travail d'un certain nombre d'organismes fermés par l'Etat et qu'ils réalisaient très bien auparavant. Elle rappelle aussi que depuis 2020, beaucoup d'économies sur le budget de fonctionnement ont été et sont encore réalisées. C'est grâce à ces économies que la mairie peut se permettre d'aider à ce projet. Elle précise que, comme Madame BENAS l'a dit, il s'agit de la réhabilitation d'un bâtiment exceptionnel Pouguois, que tout le monde connaît en friche depuis 40 ans, elle pense que cela sera une belle réussite. Concernant les aléas des travaux comme elle a expliqué il a été pris un pourcentage pour cela dans le calcul du bilan financier. Elle présente aujourd'hui un bilan financier bouclé avec les subventions que chacun peut attribuer, y compris Nevers Agglomération qui va dédier des fonds spéciaux sur ce projet.

Monsieur BERTRAND ajoute que le premier projet avait été annoncé avec trois T4 qui correspondait à la demande des élus Pouguois, nous sommes revenus à la baisse car pour Nièvre Habitat commercialement cela ne passe pas. Nous sommes redescendus à un, que l'on nous demande 100 000 € supplémentaire parce que l'on a demandé 1 T4, il trouve ça élevé. Maintenant il est bien évident que sur un projet de cette envergure et sur la nécessité qu'il y a à réhabiliter ce bâtiment s'il faut faire l'effort 100 000 € supplémentaire il ne voit pas comment il pourrait dire que le projet s'arrête parce que l'on ne veut pas y aller.

La loi climat et résilience nous oblige à réhabiliter des logements en centre-ville qui sont des logements très abîmés car on ne peut plus construire et imperméabiliser de nouveaux espaces. Aujourd'hui nous sommes confrontés à des coûts astronomiques et à des services des organismes qui se retirent de ces cofinancements et où les collectivités locales se trouvent comme on vient de l'être à la croisée des chemins ; c'est à dire: ou l'on complète avec les sommes demandées ou cela ne se fait pas. Si cela ne se fait pas on est tous au courant de ce qu'il va se passer: on va se récupérer la concession d'aménagement, on va devoir payer à Nièvre Aménagement les frais engagés et on va se retrouver dans une situation inextricable. La solution la plus favorable c'est de remettre la main à la poche pour arriver enfin à boucler ce dossier. En espérant aussi, et l'objectif est bien là : avoir des logements de qualité, il n'est pas question non plus de faire des logements où les gens se sentiront très mal.

Madame BENAS confirme que lors de la commission finances tous étaient d'accord pour participer au financement de ce projet de façon qu'il ne soit pas bloqué. Mais ce qu'elle veut dire, c'est qu'il ne faut pas que Nièvre Habitat s'imagine qu'à chaque fois qu'il y aura des aléas c'est la commune qui va payer la différence. Et ce qu'elle veut dire aussi c'est qu'on devrait faire une convention avec Nièvre Habitat dès l'instant où l'on finance déjà un quart du projet de façon à avoir des exigences et un droit de regard sur les locataires. Les autres organismes quand ils financent ont cette exigence-là pourquoi pas nous ?

Madame le Maire lui répond par la négative car ce sont des organismes d'Etat dédiés, l'ANA en particulier, et que forcément non seulement ils ont un droit de regard sur ce qu'ils ont le droit d'utiliser comme logement, mais aussi de décider qui ils vont y installer ; la commune n'a pas cette possibilité-là, elle en est désolée.

Madame BENAS ajoute que la commune participe aux commissions d'attribution ; elle peut demander à avoir non pas un rôle consultatif mais un rôle décisionnaire.

Madame le Maire lui répond que la commune a un rôle consultatif, elle l'a d'ailleurs pour les résidences Sainte Colombe et Faucher ; Nièvre habitat informe la commune quand il y a un logement libre en donnant des noms de personnes susceptibles de l'occuper et demande si la commune a un autre nom à proposer. Au final, c'est bien Nièvre habitat qui choisit ses locataires. Il y a un propriétaire un locataire et elle ne voit pas comment une troisième personne peut s'immiscer, excepté les organismes d'Etat que Madame BENAS évoque et qui à date ne mettent plus un centime dans tous ces dossiers.

Monsieur DUPONT est d'accord pour mettre les 1 100 000 pour restaurer le bâtiment mais il pense aussi qu'il faut mettre un plafond à ne pas dépasser ; il rejoint Madame BENAS à ce niveau-là. On a parlé du prix des places de parking avec les citernes devant le Parc Thermal et là si on fait le prix d'un logement on n'est pas loin de 250 000 € par logements. Il comprend que ce sont les lois qui veulent ça mais cela fait des logements très chers finalement.

Madame le Maire confirme : elle a elle-même décompté le coût par logement et elle en a été horrifié seulement le problème c'est que l'on sait très bien qu'un logement neuf coûte moins cher qu'un logement réhabilité. De plus une réhabilitation dans un complexe ou intervient l'ABF impose aussi un certain nombre de décisions qui imposent des coûts supplémentaires.

Monsieur DUPONT trouve cela aberrant.

Madame DUVERGER MALOUX est assez d'accord avec ses collègues : il ne faut pas que cela prenne des proportions ; cela fait quand même 550 000 € sur deux exercices 2025 et 2026.

En 2026 on sera peut-être là ou peut-être plus, 550 000 € ce n'est quand même pas une paille. Elle se demande ce qui va être diminué sur le budget si on investit ces sommes par an deux fois ? Et elle se demande comment a évolué le prix du mètre carré depuis le début du projet ? Elle se demande le prix de location que va choisir Nièvre Habitat.

Madame le Maire lui répond que cela se calcule et que Nièvre Habitat a fait les siens. Elle lui rappelle que les personnes qui font une demande auprès de Nièvre Habitat doivent déposer un dossier et il doit être compris entre un plancher et un plafond, Nièvre Habitat devant louer pour que la somme demandée rentre dans cette fourchette.

Monsieur BERTRAND apporte une précision sur ce point : dans les discussions avec Nièvre Habitat et Nièvre Aménagement, avec l'augmentation du coût des matériaux et du reste, Nièvre Habitat a confirmé qu'ils ne pouvaient plus acheter à ce prix-là dans le cadre de la BEFA et qu'ils s'arrêteraient là. On a revu le projet à la baisse, c'est pour cela que le premier projet a été revu complètement à la baisse. Nièvre Habitat aurait dû acheter à 175 000 et on était passé à 240 000 €. C'est pour cela que le dossier a été pendant un moment en déshérence.

Madame DUVERGER MALOUX pose la question du devenir du rez-de-chaussée qui devait devenir des locaux pour des services lui semble-t-il dans le premier projet,

Madame le Maire lui rappelle que l'architecte avait évoqué cette possibilité mais que dès les premiers plans, il n'en a plus été question.

Elle lui répond sur sa première question concernant les finances de la commune : elles sont saines et elle lui rappelle que les élus ont voté un Budget Primitif qui intégraient ces sommes.

Vu le projet d'avenant n°1 au traité de concession,
Entendu les explications du maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité,
1° de valider la participation financière de la commune de Pougues initialement fixée à 0€, désormais portée à hauteur de 1 100 000€, sous réserve de présentation préalable du contrat de réservation VEFA relatif au projet et d'approuver l'avenant n°1,
2° d'autoriser le maire ou le 1^{er} adjoint à signer l'avenant n°1 à la Convention Publique d'Aménagement ainsi complété et tout document associé.

2° Compte rendu annuel 2024 au concédant

Madame le Maire expose que conformément aux dispositions du traité de concession en date du 30 mars 2022 par lequel il lui a été confié l'acquisition de la propriété bâtie et la

réhabilitation du site pour produire du logement locatif, Nièvre Aménagement a remis son compte rendu annuel au titre de l'année 2024.

Si en 2023, Nièvre Aménagement a mené des négociations avec Nièvre Habitat pour aboutir à une Vente en l'Etat Futur d'Achèvement (VEFA), en organisant des réunions de présentation des études architecturales, aucun contrat n'a été signé pour des raisons essentiellement financières ; de fait, le programme initial a dû être retravaillé plusieurs fois.

L'année 2024 a permis de reprogrammer l'opération pour répondre correctement aux besoins du bailleur social, client de cette opération, mais aussi de purger les sujets architecturaux et techniques ayant un impact sur le coût de l'opération. Un travail de concertation avec l'ABF, le Bailleur, les services instructeurs, a eu lieu et a permis d'inscrire une nouvelle dynamique au sein de projet.

En termes financiers, un travail de fond a été réalisé sur :

- Le décalage sensible de l'estimation initiale du coût des travaux de réhabilitation, essentiellement dû à une inflation imprévisible empêchant tout équilibre de l'opération,
- La sollicitation des principaux partenaires en capacité de financer le logement social,
- En parallèle, Nièvre Habitat a exprimé sa capacité d'acquisition maximum à 2 600 000€ TTC, à savoir, 2 363 636 € HT,

Et les charges de l'année 2024 du concessionnaire sont de 21 057 € HT.

Vu le compte rendu annuel au concédant exercice 2024,
Entendu les explications du maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité, d'approuver le compte-rendu annuel 2024 du concessionnaire.

VII Nevers Agglomération - Fixation du nombre et répartition des sièges du conseil communautaire dans le cadre d'un accord local avant renouvellement général des conseils municipaux

Madame le Maire expose qu'à la suite de l'adhésion de la commune de Saint Eloi à la communauté d'agglomération de Nevers, le conseil communautaire a approuvé l'accord local fixant le nombre de sièges à 55 selon la répartition par commune ci-dessous :

	Accord Local
Nevers	25
Varennes Vauzelles	7
Fourchambault	3
Garchizy	3
Coulanges	3
Marzy	3
Challuy	2
Germigny	1
Gimouille	1

Parigny	1
Pougues	2
Saincaize	1
Sermoise	1
Saint Eloi	2
Nombre de sièges	55

Pour mémoire, le conseil municipal s'était prononcé favorablement sur cet accord local par délibération du 12 février 2024.

Dans la perspective des élections municipales de 2026 et de l'installation du nouveau conseil communautaire, les conseils municipaux de l'agglomération doivent délibérer au plus tard le 31 août prochain afin de déterminer le nombre et la répartition des sièges au sein du conseil communautaire selon les dispositions prévues à l'article L 5211-6-1 du Code général des Collectivités Locales.

A défaut d'accord local, la composition du conseil communautaire pour le prochain mandat s'effectuera selon les règles dites « de droit commun », soit concernant Nevers Agglomération 44 sièges.

Madame MONTARON demande par rapport à la répartition des sièges si c'est bien par rapport aux nombres d'habitants de chaque commune.

Madame le Maire lui répond que pour Pougues sans accord local dans le droit commun a une personne au même titre que Saint Eloi ce qui peut se comprendre, que Sermoise que Challuy mais également que Parigny, Germigny, Gimouille ou Saincaize, avec 364 habitants.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), et notamment son article L. 5211-6-1,

Vu l'arrêté préfectoral N°BCLEAR/2024/04/15/00001 du préfet de la Nièvre en date du 15 avril 2024 portant composition du Conseil Communautaire de la communauté d'Agglomération de Nevers à l'issue de l'extension du périmètre de la communauté d'Agglomération de Nevers avec adhésion de la commune de Saint-Eloi et fixant le nombre de sièges à 55,

Considérant qu'il est procédé à la détermination du nombre et à la répartition des sièges de conseiller communautaire dans les conditions prévues à l'article L.5211-6-1 du CGCT :

- Soit selon une répartition dite de « droit commun »,
- Soit les communes membres peuvent décider de conclure un accord local sur la répartition des sièges,

Considérant que la répartition des sièges devra respecter les conditions cumulatives suivantes :

- être répartis en fonction de la population municipale de chaque commune,
- chaque commune devra disposer d'au moins un siège,
- aucune commune ne pourra disposer de plus la moitié des sièges,
- la part de sièges attribuée à chaque commune ne pourra s'écarter de plus de 20 % de la proportion de sa population dans la population globale des communes membres, sauf à

bénéficiaire de l'une des deux exceptions à cette règle prévues au e) du 2° du I de l'article L.5211-6-1 du CGCT,

Considérant que les communes membres de Nevers Agglomération, afin de conclure un accord local, doivent approuver une composition du conseil communautaire respectant les conditions précitées, par délibérations concordantes,

Considérant que ces délibérations devront être adoptées au plus tard le 31 août 2025 par la majorité des deux tiers au moins des conseils municipaux des communes membres représentant plus de la moitié de la population totale de la communauté ou l'inverse, cette majorité devant nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population des communes membres de la communauté d'agglomération,

Considérant qu'à défaut d'un tel accord constaté par le préfet au 31 août 2025, selon la procédure légale, le préfet fixera à 44 sièges le nombre de sièges du conseil communautaire qu'il répartira conformément aux dispositions des II, III, IV et V de l'article L.5211-6-1 du CGCT,

Considérant que Madame la Préfète fixera la composition du conseil communautaire de la communauté d'agglomération, conformément à l'accord local qui sera conclu, ou, à défaut, conformément à la procédure légale au plus tard au 31 octobre 2025, par voie d'arrêté,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité,
1/ de fixer à 55 le nombre de sièges du conseil communautaire de Nevers Agglomération, réparti comme suit :

	Accord local actuel	Droit commun	Nouvel accord local proposé
Nevers	25	22	25
Varennes-Vauzelles	7	6	7
Fourchambault	3	2	3
Coulanges	3	2	3
Garchizy	3	2	3
Marzy	3	2	3
Pougues les Eaux	2	1	2
Saint- Eloi	2	1	2
Sermoise	1	1	2
Challuy	2	1	1
Parigny les Vaux	1	1	1
Germigny sur Loire	1	1	1
Gimouille	1	1	1
Saincaize	1	1	1
Nombre de sièges	55	44	55

2/ d'autoriser le Maire ou le premier adjoint de transmettre cette décision à Nevers Agglomération

VIII Informations diverses

IX Questions diverses

1° Demande de financement : Aménagement d'un tiers lieu - coworking dans les bâtiments de la Gentilhommière – Parc Saint Léger – Modification du plan de financement

Madame le Maire expose que par délibération du conseil municipal n°24-66 en date du 9 décembre 2024, la commune a lancé le programme d'aménagement d'un tiers-lieu à la Gentilhommière et arrêté le plan de financement prévisionnel basé sur un coût d'opération estimé à 737 800 € HT.

Le groupement de maîtrise d'œuvre dont le mandataire est le cabinet d'architecture Temple a travaillé sur la conception de l'aménagement et l'élaboration du projet. Il a rencontré les techniciens de la Région pour étudier la faisabilité technique et financière de l'opération dans le cadre des règles d'éco conditionnalité qui conditionnent l'attribution des aides régionales.

Dans le cadre du contrat de territoire en action PETR Val de Loire, le projet pourrait être financé à hauteur de 50 % de la dépense HT par la Région.

Dès lors, compte tenu de l'intérêt pour la commune de retenir le projet d'aménagement tenant compte des contraintes du règlement de la région, il convient de revoir le plan de financement de l'opération.

Vu la délibération du conseil municipal n°24-66 en date du 9 décembre 2024 portant demande de financement pour cette opération,

Entendu les explications du Maire,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité,
1° d'approuver un coût d'opération porté à 863 826,88€ HT et le plan de financement suivant :

	Montant	%
région TEA	431 913,44	50,00%
DSIL 2025	218 540,00	25,30%
Commune	210 573,44	24,38%
Recettes	2 800,00	0,32%
Total	863 826,88	100,00%

2° de solliciter un financement de la Région via le contrat de territoire en action PETR Val de Loire Nivernais conformément au nouveau plan de financement,

3° de charger le Maire ou le premier adjoint de faire toutes les démarches nécessaires pour solliciter ce financement et les autoriser à signer tous documents qui en découleront.

Madame BEAUFILS tient à faire des compliments à Madame le Maire concernant le changement des horaires de la Poste.

Madame le Maire fait en effet part du changement des horaires du bureau de poste qui ont évolué :

Depuis le mardi 13 mai dernier, les horaires du bureau de poste sont modifiés comme suit :

Lundi fermé

Du mardi au samedi de 9h à 12h.

Elle rappelle que la poste est une entreprise privée, même si pour elle il s'agit d'un service public. Contrairement à nombre de communes, et même de nos voisins proches, nous avons pu conserver un bureau de poste sans créer une agence postale communale, c'est-à-dire rémunérer un agent communal sur les impôts des Pouguois. Elle rappelle que les horaires d'ouverture sont passés de 18 à 15h sans concertation ni explications préalables. Avec une ouverture les après-midis, tous avaient trouvé cela peu pratique.

Justement, nombre d'entre eux nous avaient alertés lors de la fermeture du samedi matin ;

Après négociations, le samedi matin est à nouveau ouvert, sans baisse du nombre d'heures d'ouverture. Je vous demande à tous de l'utiliser dans un maximum de possibilité. Si on va ailleurs les horaires seront diminués et si on passe à 12h on risque la fermeture. Elle a bien compris les demandes et souhait des personnes sur les réseaux mais nous n'avons pas le choix.

Monsieur DUDRAGNE signale que le postier ouvre la poste le matin et distribue le courrier l'après-midi ce qui pose un problème pour les entreprises. Pour lui elle ne sert à rien juste pour les retraités, le courrier est distribué les après-midis par la personne qui tient le bureau de poste.

Madame le Maire confirme qu'il y a trois personnes qui distribuent le courrier sur Pougues. Sur les 3 personnes, deux ne font pas l'agence postale et ne font que la distribution. Par contre celui qui est à la poste distribue le courrier l'après-midi. Elle propose que les Pouguois chefs d'entreprises qui le souhaitent nous le fassent savoir et la commune va demander à la poste que les circuits de distribution soient revus à la marge en conséquence. Elle demande à Monsieur DUDRAGNE si cela pourrait convenir, Monsieur DUDRAGNE confirme que s'ils le font, cela pourrait aller.

Madame DUVERGER MALOUX a discuté avec une factrice, elle met un bémol à cette proposition car ils sont déjà surchargés. S'ils doivent sortir de leur circuit pour donner aux entreprises, ce sera compliqué

Madame le Maire confirme qu'elle fera la demande : la commune est cliente.

Monsieur DUDRAGNE indique que les abonnés au journal du centre sont prioritaires.

Monsieur BERTRAND pense que pour certains quartiers de la ville, la distribution se fait plus tard qu'avant.

Monsieur GUYON ajoute que les facteurs prennent plus tard, et a minima à 9 heures. Ils ne prennent plus aux mêmes horaires donc les distributions se font sur la journée. Si un jour on n'a plus de poste, il faut savoir que l'agence postale ne peut pas rendre tous les services que fournit la poste, pour exemple la partie bancaire.

Monsieur BERTRAND informe que la nouvelle major de la BTA de Marzy a souhaité faire des statistiques par quadrimestre et les comparer. Elle a transmis un document à la commune entre les interventions qu'il y a eu entre janvier et avril 2024 et celles pour la même période en 2025, sur trois thématiques : sécurité routière, intervention, délinquance

Il rappelle que la divagation est gérée par les élus de permanences, et que pour les déchets c'est la police municipale qui intervient.

Les résultats sont probants et très positifs mais il ne faut se réjouir de rien. Quoiqu'il en soit, il trouve ce travail de statistiques, intéressant : il permet d'avoir un visu sur ce qui se passe.

Madame le Maire informe les élus que la sénatrice Nadia SOLLOGOUB a trouvé une plaque de Pougues avec un écrit en espagnol "Boire à table l'eau de Pougues" ; cette plaque est connue en français et maintenant en espagnol, et Madame BENAS indique l'avoir vu en italien.

Monsieur MINEL revient sur la sécurité à Pougues ; un point qui le touche personnellement puisqu'il a été cambriolé la veille. Il demande si les élus peuvent retravailler le sujet de la vidéosurveillance car 4 cambriolages en avril et 3 en mai, c'est beaucoup.

Madame le Maire précise que c'est de vidéo protection et non de vidéo surveillance dont monsieur MINEL veut certainement parler. Elle indique que l'on peut effectivement y réfléchir.

Monsieur BERTRAND ajoute que l'on peut effectivement en discuter ; on peut installer des caméras dans toutes les rues, et sur tous les axes qui arrivent à Pougues, mais c'est aussi un budget. De plus, nous n'avons pas les moyens d'avoir du personnel positionné devant des écrans 24/24 et l'on se rend compte que lorsque que l'on essaie de voir des images qui ont été enregistrées, la pixélisation enlève beaucoup de précision notamment sur les plaques. C'est un constat. Enfin, la ville la plus proche qui a le plus de vidéo protection avec des moyens coûteux est la ville de Nevers ; or il n'y a pas de diminution de délit.

Monsieur MINEL fait remarquer que la population de Nevers n'est pas la même que Pougues.

Madame le Maire demande ce que signifie le terme "population", qu'elle trouve quelque peu tendancieux. Elle rappelle que partout on retrouve les mêmes pourcentages socio-professionnels.

Madame DUVERGER MALOUX demande à monsieur MINEL s'il pense que ce sont les Neversois qui cambriolent à Nevers et les Pouguesois qui cambriolent à Pougues. Elle indique à Monsieur MINEL qu'elle a été cambriolée par deux fois pas récemment ; il se peut qu'il y ait

une série de cambriolage car généralement c'est en série. Lors de sa première fois il y avait 7 cambriolages. Sur un de ses cambriolages c'étaient des étrangers qui avaient fait plusieurs cambriolages. Des maisons sont ciblées par leur emplacement ou les habitudes des habitants. Il n'y a pas de règle.

Monsieur BERTRAND croit qu'il faut être vigilant sur les communications sur les réseaux sociaux ; il a vu des Pouguois qui mettent des messages et on se rend compte que les gens ne sont pas chez eux. Pougues est un havre de paix par rapport à Varennes-Vauzelles ou Fourchambault, mais maintenant, même des petits villages du Morvan très tranquilles sont ciblés. Le coût de l'or explose les plafonds et les cambrioleurs cherchent beaucoup cela.

Madame DUVERGER MALOUX ajoute que la Police Municipale assure un service quand on les prévient pour faire un tour devant la maison, elles savent qui a les clés et qui prévenir.

Monsieur BERTRAND complète en indiquant que c'est l'opération "tranquillité vacances" qui se fait en partenariat avec la Gendarmerie car la police municipale n'est pas en place 24/24 et 7/7 jours même si elle est là 5 jours et demi dans la semaine. On maintient les sorties de soirée ; lors de la dernière, nous avons dû gérer un début d'incendie qui a eu lieu Impasse des Varennes à la suite de l'orage et à l'appel des gendarmes à 18h50 pour terminer à 23h. En conclusion, c'est compliqué : il faut être individuellement vigilant, si on peut mettre des équipements supplémentaires bien évidemment, ce sera réalisé par tranche ; mais attention à la technique qui n'est pas aussi fiable que l'on pourrait en attendre.

Madame DUVERGER MALOUX demande la période d'intervention de l'entreprise qui taille les haies, car elle en a vu qui débordent sur la route, et elle craint que cela ne soit trop tard pour le faire du côté de Bourgneuf et rue du Manoir.

Monsieur BERTRAND lui répond que les haies sont taillées au mois d'octobre. Pour celles des particuliers, on note celles qui dépassent et on leur demande de faire le nécessaire dans les meilleurs délais en lien avec la police municipale. Des courriers ont été envoyés dans ce sens. Il lui demande de lui renseigner les lieux.

Madame le Maire annonce l'ouverture de la piscine pour le 31 mai prochain.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h41.